

# Le libertaire

Rédaction.  
Administration : Jean Girardin,  
186, boulevard de la Villette, Paris (19°)  
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an... 20 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5 fr. 50	Trois mois... 7 fr. 50

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## L'ENVERS DU « PACIFISME »

Lorsque nous critiquons et combattons le « pacifisme » à la mode socialiste et bourgeoise, ce n'est pas simple sectarisme. C'est ce que ce prétendu pacifisme, s'il peut donner un regain de popularité à des gens et des partis qui en ont singulièrement besoin, accroître leur potentiel de domination politique, ne peut même pas donner un semblant de garantie contre ce fléau de la guerre qu'il prétend combattre.

Se fier pour une telle besogne aux politiciens, aux Etats, aux super-Etats, est une naïveté. Abandonner, pour cette utopie, la seule méthode sérieuse qui consiste à unir les travailleurs conscients, les hommes de pensée libre pour qu'ils rendent la guerre impossible en lui refusant leur participation et par là mettent en échec tous les gouvernements, et par leur libre accord ébranlent toutes les autorités établies, c'est la plus lourde des fautes et qui ne peut avoir que les plus douloureuses conséquences.

Il ne serait peut-être pas exact de dire que les gens qui ont organisé les S. D. N., les pactes Kellogg, les multiples accords secrets ou publics que l'on connaît officiellement ou que l'on soupçonne depuis les conventions franco-belges jusqu'au rapprochement italo-soviétique, l'on fait dans l'intention consciente de les utiliser à leur fin dans une prochaine guerre. Ils sont peut-être sincères dans leurs déclarations pacifistes. Nicolas II était peut-être sincère aussi lorsqu'il prétendait organiser la paix. Et les braves démocrates étaient sincères aussi qui voyaient une garantie de paix dans le rapprochement de la France avec l'Angleterre et l'Italie.

Mais ces pacifistes ne peuvent ni ne veulent rien changer ni aux conditions économiques et sociales qui rendent les guerres fatales, ni à l'acceptation disciplinée qui les rend possibles. Ils se réservent toujours sournoisement une issue de « défense nationale », permettant de substituer au « pacifisme béant » un bellicisme d'autant plus rugissant qu'il prétend venger la cause sacrée de la paix contre un militarisme agressif.

Le 17 décembre, M. Aristide Briand manque très bien ce caractère du prétendu pacifisme dans un banquet offert par le Comité républicain du commerce et de l'industrie. Beau nom symbolique. Car il y a un républicanisme du commerce et

de l'industrie comme il y a un commerce et une industrie du républicanisme.

Aristide a servi un des prêches sur la paix qu'il débite avec la même éloquence que ses discours d'antan sur la grève générale. Avec le même souci de calcul propre à servir les combinaisons politiques auxquelles il appartient.

M. Briand, idole de nos pacifistes, et qui se fait gloire d'avoir fait voter la loi de trois ans et servi la défense nationale, a suggestivement montré la vraie nature et la mystification du patriotico-pacifisme dans la péroraison de son discours que nous empruntons au très républicain Quotidien :

*J'appelle à ce propos toute votre attention sur les critiques qui m'ont été faites.*

*Ma politique provoqua d'abord l'étonnement dans certains milieux, puis je fus l'objet de certaines résistances, puis enfin, quelques groupements se sont formés pour me faire obstacle. Devant ma résistance et ma philosophie, les injures plurent. On me qualifia de traître à ma patrie.*

*Ah ! messieurs, ajouta-t-il d'une voix étranglée, je ne connais rien de plus injurieux pour la France, qu'une pareille opinion exprimée sur moi !*

*Croyez-vous qu'il suffise de se griser de paroles de guerre pour avoir du courage ? Ces critiques, messieurs ! quel affront pour une nation comme la nôtre.*

*Car, demain, si la France était victime de nouvelles tentatives de mauvaise foi ou d'agression, la France « débilite par Briand », la France de « cet endormeur », de « ce traître », on la retrouverait vibrante et décidée, telle qu'elle fut toujours, telle qu'elle est !*

*(Ces paroles furent saluées par une ovation vibrante, tous les convives, debout, acclamant le ministre des Affaires étrangères.)*

Les cultivateurs de l'olivier de Locarno prévoient très bien, comme on le voit, la possibilité de l'arroser à bref délai avec du sang. Et les républicains du commerce et de l'industrie y applaudissent. Ce qui est, en somme, peu étonnant.

Ce n'est pas sur ces gens-là, évidemment, qu'il faut compter pour tuer la guerre.

PIERRE ESIENS.

## La grève de la faim à la Santé

### Une belle manifestation de solidarité

Depuis samedi soir les détenus politiques communistes de la Santé, auxquels s'est joint par solidarité notre camarade Ruffi, dit Epsilon, font la grève de la faim.

Ils ont eu amenés à prendre cette résolution par deux motifs :

1° Le refus obstiné de l'administration d'accorder le régime politique à des emprisonnés qui y avaient droit et pour lesquels ils l'avaient réclamé ;

2° La mesure odieuse prise contre six de leurs co-détenus, qu'en représailles de leur participation aux démonstrations faites à ce sujet, ont été enlevés du quartier et encellulés au droit commun. Ces six détenus politiques font également la grève de la faim.

Les autres détenus politiques au nombre de seize réclament le retour parmi eux de leurs camarades et l'application du régime politique à tous ceux qui y ont droit.

Les détenus politiques ont eu un beau et courageux geste de solidarité. Il faut qu'ils obtiennent les légitimes revendications qu'ils formulent. A tous d'y aider.

passer ce texte pour une « traduction indigne ».

Le texte original de Genève disait notamment :

*« Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ».*

Dans une version anglaise (publiée par Marx en 1890), se trouvaient ajoutées ces mots : *« ou, qui signifient »* comme moyen. C'est donc Marx qui jussa le sens initial des statuts en remplaçant l'importance du facteur politique. Par son secrétaire Paul Lafargue, Marx fit procéder à une impression parisienne des statuts, dans laquelle on n'avait pas oublié naturellement le fameux « comme moyen ». Usant de l'équivoque ainsi créée, Marx n'eut aucune peine à faire admettre son point de vue par ses amis et à substituer au texte authentique et original, un texte truqué que le Congrès de La Haye, l'année suivante, devait entériner.

Nous disons que la Conférence de Londres, c'était un seul Dieu en plusieurs personnes. En effet, elle réunit 23 délégués sur lesquels 17 n'avaient d'autre mandat que celui qui leur avait été confié par le Conseil général dont ils étaient membres ; Marx était du nombre ainsi qu'Engels ; le seul délégué pourvu d'un mandat impératif était Anselmo Lorenzo ; la Belgique était représentée par cinq délégués, dont Cesar de Paep, un proudhonien de la première heure ; la section de Genève avait envoyé deux délégués : Outine, l'âme damnée de Marx, sorte de Plekhanoff ampoulé, et Perret, vague citoyen qui aspirait aux grands premiers rôles. La vraie fédération romande, celle de Saint-Imier, avait naturellement été écartée malgré une lettre pathétique de son secrétaire-correspondant, Adhémar Schwitzgebel, dont James Guillaume nous a présenté la belle figure, il y a une vingtaine d'années.

Nous sommes donc en droit de conclure, sans fouiller plus profondément, que Marx, après avoir truqué la représentation de l'Internationale à la Conférence, après avoir commis un faux relativement aux statuts, a payé d'impudence pour se débarrasser d'un homme, Bakounine, et pour éliminer une tendance, le Fédéralisme, que son esprit autocratique, plus développé encore que son incontestable esprit critique et synthétique, ne pouvait souffrir.

Ce qu'il en a coûté de cet autocratie au « prolétariat militant », nous n'avons pas à le dire. Les faits contemporains parlent assez haut. En ouvrant toutes grandes les portes de l'Internationale à l'arrivée politique, à l'intrigue démagogique et bourgeoise, Marx préparait, sans s'en douter, la faillite de sa doctrine dans ce qu'elle avait de généreux et d'humain. Et inévitablement, nécessairement, logiquement, l'épreuve accomplie, c'est au Fédéralisme honni, anathématisé mais toujours vivant, parce que conforme aux aspirations constantes des hommes qui veulent être libres, que la Révolution prolétarienne demandera ses moyens de développement.

RHILLON.

Lire en 2° page :

Le compte rendu de notre Meeting du 17

## GOVERNEMENT D'ASSASSINS

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous dénonçons à la classe ouvrière, les crimes et les forfaits dont se rend coupable chaque jour, le gouvernement soi-disant prolétarien de l'U.R.S.S.

Avec un cynisme révoltant, les dirigeants de l'Etat bolchevique aident et soutiennent tous les assassins du Guépéou qui, au nom d'une prétendue nécessité de « défense de la révolution » ajoutent à leur actif crimes sur crimes, meurtres sur meurtres.

Le nombre des camarades révolutionnaires tombés sous leur insatiable rapacité sanguinaire est déjà tellement grand, tellement énorme, qu'il serait d'une éloquence horrible de l'établir.

En novembre dernier, le secrétariat de l'A.I.T. lançait un appel émouvant au prolétariat mondial dénonçant avec véhémence les persécutions dont sont l'objet les camarades anarchistes et syndicalistes et dressait une liste de 129 noms de camarades emprisonnés et déportés en Russie. Cette liste, ajoute le secrétaire de l'A.I.T., n'est que le quart du nombre des camarades incarcérés dans l'U.R.S.S.

Non contents de s'en prendre à ceux qui, à l'intérieur, ne cessent de lutter contre les profiteurs de la révolution, les staliniens s'en sont pris également à ceux qui s'imaginent trouver chez eux un asile certain.

Ce prétendu gouvernement prolétarien est descendu plus bas encore que le pire des Etats capitalistes.

Tous ceux qui ne pensent pas comme la clique qui détient le pouvoir sont persécutés, emprisonnés, déportés et nos communistes seraient sans doute chagrinés si, dans les pays capitalistes, les dirigeants de ceux-ci copiaient les méthodes appliquées si fermement en U.R.S.S.

Pourtant, chaque jour nous voyons nos communistes se lamenter sur la répression qui sévit et dont, de temps à autre, ils sont victimes. Ils s'insurgent, protestent contre ces forfaits terribles, ou bien qu'en d'autres circonstances, ils observent un silence religieux sur des faits identiques qui se déroulent dans le pays de la dictature.

Ils voudraient cependant qu'on continue à prendre au sérieux, dans les pays capitalistes, l'agitation qu'ils s'efforcent de faire, de ci, de là.

Communistes, si la classe ouvrière reste indifférente devant vos prétendus mots d'ordres, qui sonnent creux et faux, c'est parce qu'elle se rend compte du double jeu dont vous animez ce que vous appelez l'action révolutionnaire, vous n'êtes plus pour elle que des jaunes qui encensez ici ce que vous condamnez là.

N'avez-vous pas été jusqu'à laisser mourir en prison ceux qui, dans un supême désespoir tentaient, par la grève de la faim, d'exiger l'élémentaire justice à laquelle a droit tout être humain, et plus particulièrement tout révolutionnaire.

Depuis des années, des milliers de révolutionnaires agonisent dans les prisons bolcheviques et dans les camps de déportation, tandis que le gouvernement dit prolétarien, organise des réceptions avec les pires ennemis de la classe ouvrière, les fascistes.

Sous prétexte de relations diplomatiques, vous vous accordez avec les hitles les plus sanguinaires qui firent tomber pas mal de communistes italiens cependant.

Vous semblez rire des protestations présentes, vous vous moquez des mouvements prolétariens qui se manifestent de temps à autre. Vous vous fiez à ce que la classe bourgeoise et contre-révolutionnaire semble se lamenter sur certains petits faits que vous exploitez cyniquement pour masquer vos forfaits.

Nous n'avons rien de commun avec elle et nous ne voulons point de solidarité putride, elle aussi à trop de crimes sur la conscience pour oser prétendre se dresser contre les nouveaux tortionnaires russes.

Mais vous, dirigeants bolcheviques ne pactisez-vous pas avec les ennemis de la classe ouvrière ? En persécutant les révolutionnaires ne vous rendez-vous pas auxiliaires de la classe bourgeoise et les dignes continuateurs du régime tsariste ? En vain, depuis des mois, nous vous

avons demandé de répondre à nos demandes et de nous dire pourquoi Francesco Ghezzi est emprisonné. Depuis des mois nous attendons que vous nous apportiez des preuves de sa culpabilité, depuis des mois nous vous réclamons de justifier son emprisonnement.

Vous ne daignez répondre à nos organisations, vous vous retranchez dans un mutisme abject et vil.

Francesco Ghezzi, le révolutionnaire et anarchiste italien qui se vit accorder en 1922 de votre part, par l'intermédiaire de votre ambassadeur de Berlin, l'autorisation d'aller en Russie, Francesco Ghezzi que vous considérez comme un réfugié politique persécuté par le gouvernement italien, Francesco Ghezzi expulsé d'Allemagne pensait trouver auprès de vous un refuge.

En mai 1929, vous l'arrêtez et sans procès régulier, vous le condamnez à une peine d'emprisonnement de plusieurs années. Actuellement à la prison de Souzdal, il se meurt à l'infirmerie rongé par la tuberculose et vous restez impassibles devant les réclamations.

Plusieurs fois nous vous avons écrit, plusieurs fois nous vous sommes rendus à vos consulats et ambassades ; de votre part, ce fut toujours un silence, et nous n'avons même pas été reçus.

Voici quelques mois, des amis de Francesco Ghezzi alarmés par son état de santé, avaient chargé Maître Gustave Joly, du barreau de Paris, d'intervenir auprès de M. Dovgalevsky, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris. Trois lettres datées des 13 mai, 17 juillet et 30 octobre 1930 sont restées sans réponse aucune.

L'A.I.T. vous propose un avocat, Th. Liebknecht, un socialiste indépendant ; elle vous demande l'autorisation qu'il se rende dans votre pays pour lui permettre de prendre connaissance des dossiers relatifs au cas Ghezzi, nous attendons que vous nous répondiez.

Aujourd'hui, nous vous demandons de donner suite également aux télégrammes à vous envoyés par le Comité International de Défense Anarchiste de Bruxelles, le Bureau Antimilitariste de La Haye, l'Association Internationale des Travailleurs de Berlin, la C.G.I.S.R. de Paris, la Confédération Nationale des Travailleurs d'Espagne, le Syndicat du bâtiment de Bruxelles et plusieurs groupements anarchistes de divers pays.

Nous vous demandons de répondre aux protestations de Romain Rolland, de J.-R. Bloch, de Félicien Chalaye, de C. Duhamel, de Luc Durtain, de Panait Istrati, de M. Martinet, de Frans Masereel, etc.

Et maintenant qu'un nouveau fait vient de se passer, j'ai cité la libération de l'ingénieur Henkart, ingénieur belge rentré en Belgique, condamné par les autorités soviétiques sous prétexte de sabotage, parait-il, nous exigeons des dirigeants de Moscou qu'au moins à nous, révolutionnaires, ils répondent comme ils le font aux organisations bourgeoises de la Croix-Rouge par exemple.

Nous exigeons que notre camarade Ghezzi soit libéré et qu'il soit autorisé à quitter l'U.R.S.S., c'est un dernier avertissement que nous donnons aux tortionnaires staliniens, alors qu'il est temps encore pour sauver notre camarade Ghezzi.

En attendant, nous ne cesserons de dénoncer les ignominies d'un régime autocratique et arbitraire, nous ne cesserons de nous dresser contre les abus de confiance commis par un gouvernement envers un camarade qui espérait trouver un droit d'asile en U.R.S.S.

Et avec cet espoir que demain un réveil se fera dans la classe ouvrière trop longtemps leurrée et trompée par le mirage bolchevique nous nous dresserons contre les gouvernements assassins, sans distinction d'étiquette, nous clamerons notre volonté d'abattre les tyrans et les meurtriers du prolétariat international et nous convions la classe ouvrière du monde entier à protester contre les détentions de nos camarades dans les bagnes et les lieux d'exil de la Russie bolchevique, nous exigeons la libération de l'anarchiste Francesco Ghezzi.

HEM DAY.

COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE — UNION ANARCHISTE

**Camarade**  
Pour arracher GHEZZI aux bourreaux bolchevistes  
Vous viendrez tous au

**GRAND MEETING**

qui aura lieu le 7 Janvier, aux Sociétés Savantes

## Histoire d'un faux

« Monde », la revue qui a le rare bonheur de cumuler la gloire scientifique et la gloire littéraire. Einstein et Barbusse, ne saurait être suspectée a priori de présenter sous un faux jour systématique les faits ou les documents qu'elle analyse ou qu'elle commente. « Monde » est une revue sérieuse ou alors il n'en existe pas ! En attendant il m'a paru que certains rédacteurs de seconde main en prenaient à leur aise avec la vérité historique. Non pas, certes, que, de mauvaise foi, ils soupussent cette vérité pour les besoins de la cause. Nous les croyons volontiers de bonne foi. Malheureusement leur état d'esprit, leur mentalité, ne s'accorde pas toujours avec le scrupule de conscience qu'il fait obligation à tout publiciste de n'avancer une affirmation quelconque qu'avec prudence et en s'entourant de tous les éléments de certitude possible. Ceci s'impose plus particulièrement lorsqu'on aborde des événements historiques car on risque de recevoir des faits aux-mêmes le démenti à des allégations ou à des commentaires aventurés et par là, de passer pour un fumiste, sinon pour un menteur, tiffé.

D'un autre côté, il convient que le lecteur se mette en garde contre toute espèce d'affirmation et se réserve la possibilité de vérifier par lui-même, si la croyance qu'on lui suggère se fonde sur des réalités objectives. A cette condition seulement il ne sera pas dupe.

Voici, par exemple, des commentaires subjectifs que nous trouvons dans « Monde », du 6 décembre :

« ... Quand cette lettre fut écrite (lettre d'Engels à un de ses disciples, qui n'est qu'une charge venimeuse contre Bakounine), les rapports entre le Conseil général de l'Internationale (c'est-à-dire Marx) siegeant à Londres et les groupements (c'est-à-dire les diverses sections de l'Internationale) influencés par Bakounine étaient déjà tendus. La Conférence de Londres (septembre 1871) AVAIT RETABLI LE TEXTE ORIGINAL DES STATUTS DE L'INTERNATIONALE, et, par là, affirme que « dans l'état militant de la classe ouvrière, son action économique et son action politique sont indissolublement unies ». De plus, une résolution spéciale (pourquoi spéciale ?) avait déclaré « qu'il ne serait plus permis à aucune branche ou société déjà admise, de former un

groupe séparatiste (vraiment ?) sous la désignation de « section de propagande » « alliance de la démocratie socialiste » etc., se donnant des missions spéciales (ah ! ah !), en dehors (oh ! oh !) du but commun poursuivi par la masse du prolétariat militant réuni dans l'Association Internationale des Travailleurs ». Cette décision logique et nécessaire déjouait les plans de Bakounine qui, dès ce moment, se décide pour la scission. »

Question d'optique sans doute, nous avouons ne pas très bien voir la logique de cette action attribuée à la Conférence, accomplie en réalité par Marx, qui a consisté à jeter l'exclusivité et l'anathème sur des sections affiliées à l'Internationale et dont le procès, la mise en jugement, s'il y avait lieu, n'aurait pu qu'être l'œuvre d'un Congrès régulier. On ne juge pas un homme sans l'entendre, à plus forte raison des groupements, des collectivités, des sections. Cela fut cependant et rien ne prouve mieux que la logique marxiste et l'équité simple sont deux choses absolument distinctes. Non seulement Marx n'avait pas qualité pour juger, non seulement la Conférence n'avait pas qualité pour décider au sujet des Fédérations réputées suspectes, mais — et les documents historiques l'attestent — à l'abus de pouvoir, Marx et sa coterie ont ajouté l'usage du faux. Voilà ce que le rédacteur de « Monde » s'est bien gardé de dire.

L'épisode relatif aux démêlés intestins que l'intrigue marxiste, et non pas Bakounine, suscitait partout où la « nécessité » imposait de désagréger, de désunir, ad majorem gloria auctoritatis (la fin justifie les moyens !) n'est d'ailleurs qu'un incident secondaire. Le fait capital de la Conférence fut ce qu'on appelle LE RETABLISSEMENT DES STATUTS DE L'INTERNATIONALE DANS LE TEXTE ORIGINAL. Voyons ce qu'il en est.

Marx a exposé, dans un appendice à la nouvelle édition anglaise (édition revue et corrigée dans le sens indiqué par la Conférence), que le texte français primitif était fautif sous divers rapports, qu'il était une tradition infidèle due à la connaissance insuffisante de la langue anglaise chez les traducteurs français. Or, le texte français était bel et bien le texte original des statuts, celui qui avait été adopté par le Congrès de Genève en 1866 ! Il fallait beaucoup d'audace pour faire



Pour le droit d'asile

## NOTRE MEETING DU 17

Rien n'avait été négligé par nos adversaires pour que notre meeting tournât en un fiasco. Affiches systématiquement lacérées ou recouvertes, pression policière sur certains orateurs, menace de chambarder la réunion, tout avait été mis en œuvre. Et pourtant, notre meeting eut lieu et nul jeune éphèbe cher à Maurras n'osa venir le troubler.

La cameote royale a, du reste, aussi bien fait de se tenir tranquille, car elle aurait trouvé à qui parler, et la leçon que nous étions disposés à donner aux trublions aurait été sévère.

Disons cependant, pour être sincères, que ces manœuvres eurent pour résultat d'amener un peu moins de monde que d'habitude, mais c'est tout de même devant une salle bien remplie, que Loraël ouvrit la séance en exposant les mobiles de ce meeting.

Le Comité du Droit d'Asile en a assez de ne batailler que pour des cas isolés ; il va entamer une campagne intense pour le droit d'asile en général, pour tous les proscrits. « On pourra dresser des obstacles sans nombre sur notre route, dit notre camarade, cela ne nous découragera pas. Nous sommes résolus à aller jusqu'au bout, à renverser tous les obstacles. Nous lutterons de toutes nos forces, tant que les proscrits politiques n'auront pas obtenu le droit de vivre en pleine liberté de conscience et avec tous leurs droits d'hommes dans ce pays ».

M<sup>r</sup> A. Zévès vient défendre la cause du droit d'asile. Ce n'est pas une faveur que l'on accorde aux proscrits, c'est un droit strict qui prend sa source dans les plus nobles traditions humaines. En France, dès que la révolution triompha, elle accueillit fraternellement dans son sein les proscrits étrangers. L'un d'eux, Anacharsis Clovis, fut même admis à siéger à la Convention. En 1848, les républicains accueillirent Bakounine et Karl Marx, en leur disant : « Vous êtes ici chez vous ».

L'orateur rappelle que les républicains furent obligés sous Napoléon III, d'aller chercher un refuge à l'étranger. Il explique qu'au lendemain de la Commune, le gouvernement français avait demandé à l'Angleterre et à la Belgique de lui livrer les communistes réfugiés dans ces deux pays et que les gouvernements monarchiques s'y étaient énergiquement refusés.

Il faut aussi réclamer l'abolition des lois scélérates de 1894, grâce auxquelles tant de militants révolutionnaires sont encore maintenus en prison. Il faut empêcher que les révoltes d'Indochine soient exécutées ou envoyées au bagne. Il faut obtenir l'amnistie. Cette amnistie ne s'obtiendra, comme le droit d'asile, que par une action incessante du prolétariat.

Puis, invoquant le fascisme, Zévès déclare en terminant : « Il peut y avoir demain des actes individuels. Ce n'est, certes, pas moi qui désapprouverais celui qui débarrasserait son pays du tyran ».

Pierre Seize, qui était absent de Paris, avait envoyé la lettre suivante, dont Loraël donne lecture à l'assemblée :

« Cher camarade,

« Je ne pourrai, quelque désir que j'en ai, être des vôtres mercredi, étant absent de Paris en ce moment. Veuillez m'excuser auprès des camarades réunis avec vous.

« La liberté individuelle m'est trop chère pour ne pas désirer avec vous la fin de l'arbitraire policier et gouvernemental, qui dispose librement des garanties les plus précieuses de l'individu. S'il plaît à ceux qui nous gouvernent de découronner notre pays de ce suprême honneur qui était le sien : servir de lieu d'asile à tous ceux que, par le monde, la tyrannie persécutait ; du moins, ils entendront tant qu'il nous restera d'asile, le cri véhément de notre protestation ! C'est cela que j'aurais voulu dire mercredi, et que je vous prie de dire en mon nom aux camarades assemblés pour la libération de Blanco et de Berneri.

« Recevez, avec mes respects, l'assurance de mon entier dévouement aux causes que vous défendez.

« Pierre SCIZE ».

M Robert Lazurick déclare que décidément, il a toujours de mauvaises nouvelles à annoncer dans les meetings. A l'autre meeting c'était l'aggravation de la condamnation de Berneri, aujourd'hui, c'est son expulsion. Mais Berneri refuse de quitter le territoire, il est gardé dans une prison à Strasbourg.

« Il est symptomatique de savoir que celui qui s'est acharné après Berneri, l'homme qui a ordonné les poursuites judiciaires, est ce Raoul Peret, dont nous savons le rôle dans l'affaire Oustric. Le ministre concessionnaire est encore en liberté, Berneri est toujours traqué. Cela devient grave, quand on constate l'apathie générale et que l'on voit les efforts de l'aventurier Tardieu pour supprimer la légalité démocratique.

« Je ne suis pas un homme de violence. Pourtant, je déclare, que devant les manœuvres fascistes, il est temps de nous préparer à lutter, même dans la rue et par tous les moyens, pour défendre nos libertés menacées ».

Georges Augé, délégué des Jeunesses laïques et républicaines, se félicite qu'on ait fait appel à tous. Les jeunes sont décidés à faire entendre leur voix — dont il n'est qu'un écho timide mais résolu. « Le temps n'est plus où l'on pouvait dire « nous ne savons pas ce que c'est que le bâillon ». Nous n'avons pas vu la guerre dans les tranchées, mais nous l'avons vue dans les larmes de nos mères. Il ne faut plus que l'on assiste au drame que l'Amérique nous fit vivre intensément en assassinant Sacco et Vanzetti. Nous sommes résolus à défendre le droit d'asile. Voici ce que les Jeunesses laïques m'avaient chargé de vous dire ce soir ».

Frot, qui avait déposé une interpellation sur le cas de Blanco, connaît admirablement bien l'affaire dont il a étudié minutieusement le dossier. Il démontre toute

l'illégalité que serait l'extradition de notre camarade.

« Le Parlement ne se décidera à faire quelque chose, que si l'opinion publique fait entendre sa protestation véhémement. Rappelons-nous que c'est uniquement notre agitation qui a fait libérer Ascaso, Durutti et Jover.

« Laisser extrader Blanco, c'est l'envoyer à la mort. Il faut secouer votre apathie. Avant la guerre on avait déplacé plus de 50.000 hommes pour Ferrer, aujourd'hui, on arrive à peine à remplir une petite salle comme celle-ci.

« Pourtant, il serait temps d'agir, la réaction se fait de jour en jour plus menaçante, le fascisme prend pied en notre pays, une nouvelle féodalité, la féodalité économique, rend nos maigres libertés plus que précaires.

« Pour défendre nos libertés, préparons-nous à descendre dans la rue ».

Loraël explique pourquoi la salle n'est pas si pleine que d'habitude. Les manœuvres de la police pour saboter à tout prix le meeting, y sont, certes, pour quelque chose. Mais, cependant, il faut bien voir qu'il serait difficile aujourd'hui de remplir le manège Saint-Paul, comme cela se faisait si facilement avant-guerre. La guerre a passé par là, le peuple français se croit victorieux, et, comme disait Chamfort, un peuple victorieux n'est pas loin d'être moralément à moitié pourri.

Au moment où des événements particulièrement graves se déroulent en Espagne, ce serait un crime que de laisser livrer Blanco.

Puis notre ami expose longuement le cas douloureux et navrant de Berneri, dont aucun pays ne veut, qui vit constamment dans l'alerte d'une nouvelle arrestation. Et pourtant, Berneri, quelle haute et noble figure. On pourrait presque comprendre l'acharnement de Tardieu et des policiers après notre camarade. Son honnêteté foncière, sa haute probité morale est presque une insulte pour leur vénalité et leur canallerie. Berneri était un bourgeois, un professeur d'Etat. Il a tout sacrifié : situation, bonheur familial, sécurité, sa vie même, pour défendre son idéal. Cela doit suffire pour lui valoir la solidarité de tous les hommes de cœur.

Georges Pioch nous parle de l'opinion publique, qui se peut juger à la presse. D'aucuns disent qu'il n'y a plus d'opinion publique. C'est une erreur, seulement cette opinion publique ne vit pas.

Jadis, l'affaire Dreyfus souleva le pays. Nous vivons une époque où pas un jour ne se passe sans qu'il y ait de nouvelles affaires aussi terribles que celle de Dreyfus, et cela est tellement entré dans les mœurs, que l'on ne proteste même plus, ou à peine. Et encore sont-ce toujours les mêmes qui élèvent la voix.

La Ligue des Droits de l'Homme avoue qu'elle n'a jamais tant reçu de protestations contre l'arbitraire qu'en ce moment. Jadis on envoyait la France pour sa libération, parce qu'elle était une terre d'asile. Aujourd'hui on l'envie uniquement, parce que, après l'Amérique, elle a la plus forte encaisse-or du monde.

Le tort des hommes de liberté c'est de ne pas savoir vouloir jusqu'au bout ce qu'ils veulent. Tandis que les gens de droite, qui ne veulent pas grand chose, le veulent bien et jusqu'au bout. Il faut vouloir la paix, la vérité et la justice. Mais il faut d'abord les établir en soi.

Le crime de Mussolini c'est d'avoir faussé toute une jeunesse pour des desseins imperialistes. Les jeunes d'aujourd'hui sont portés vers la gymnastique brutale du stade. Il faut qu'ils abandonnent cette mentalité, qu'ils se portent vers une autre gymnastique plus utile : celle de l'âme et du cerveau.

Ce n'est que par cette culture de la pensée et des nobles sentiments, que nous empêcherons la guerre et que nous détruirons l'arbitraire.

Après le beau discours de Pioch, la séance fut levée.

## UN ORDRE DU JOUR

Les travailleurs brestois, réunis le vendredi 19 décembre à la Maison du Peuple, à l'appel du Comité de Défense du Droit d'Asile, composé des organisations d'avant-garde de notre ville.

Protestent contre l'extradition du syndicaliste espagnol Pons et de l'expulsion de l'Italien Berneri.

Réclament le respect du droit d'asile pour l'Espagnol Blanco, et s'engagent à répondre à tout appel du Comité de Défense breton, pour les batailles à venir en faveur de la liberté individuelle.

## Contre la répression

Un meeting contre la répression en Indochine avait lieu la semaine dernière à Benneville. Meeting d'inspiration communiste. Quant les communistes font par hasard de bonne besogne ce n'est pas nous qui les blâmerons. Qu'ils persévèrent, et puissent-ils se rendre compte aussi en luttant contre les abominables procédés de nos coloniaux, de la haine, de l'inefficacité, de toutes les méthodes répressives.

Mais la question de la répression indochinoise dépasse singulièrement le cadre d'un parti, quel qu'il soit. C'est la classe ouvrière tout entière qu'elle intéresse, parce que les travailleurs indochinois sont une fraction du prolétariat international, ce sont tout particulièrement les travailleurs français, plus particulièrement les insulaires de ce qui se passe dans l'empire colonial français.

Il est évident donc à tous les travailleurs que la distinction de parti n'est que de tendre à obliger nos gouvernants à mettre fin aux barbaries de la répression indochinoise. Comme il leur appartient de faire respecter la liberté et le droit d'asile des proscrits du fascisme. Comme il leur appartient d'arracher par une pression vigoureuse, l'amnistie pour tous les condamnés, politiques et militaires, de France et des colonies.

## Ce qui se passe à la prison militaire du Cherche-Midi

Le Comité pour la défense des détenus du Cherche-Midi nous communique la lettre suivante :

## LETTRE OUVERTE A M. LE MINISTRE DE LA GUERRE

Monsieur le Ministre,

Au Cherche-Midi deux cents hommes, prévenus ou condamnés, vivent dans les conditions que nous allons vous signaler.

Les faits dont vous allez prendre connaissance, vous les lerez vérifier et alors vous ne resterez pas insensible à la souffrance d'hommes qui, généralement, n'ont commis aucun délit de droit commun.

La gravité des faits qui vont suivre ne pourrait vous échapper.

A la prison militaire de Paris, les prévenus, coupables présumés, restent vingt heures sur vingt-quatre dans des cellules qui ne sont jamais chauffées. Les prévenus peuvent se procurer un maximum de 1 fr. 50 de cantine par jour.

Les condamnés restent quotidiennement treize heures en cellule, huit heures à l'atelier et trois heures sur la cour. Seuls les ateliers sont chauffés.

Les travailleurs ont une tâche à fournir, jeunes ou vieux sont astreints à la même dépense d'énergie. A défaut d'exécution de la tâche fixée, le condamné est mis au cachot. Le salaire qui revient à chaque homme fournissant sa tâche est de 1 fr. 20 par jour, tandis que dans les prisons civiles, pour le même travail, il est alloué au moins dix francs.

Le condamné, s'il a suffisamment d'argent au greffe, peut acheter deux francs de nourriture ou tabac à la cantine, dépense absolue est faite aux parents d'apporter quelque vivre au prisonnier.

Le déjeuner du matin, servi aux deux cents hommes du Cherche-Midi consiste en quelques bassines d'eau chaude, à charge pour les plus favorisés de se procurer une tablette de chocolat qui sera fondue dans l'eau.

Le dimanche, les hommes restent sur les cours de huit heures le matin à quatre heures trente l'après-midi, quelque soit le temps. Les jours de pluie l'entrée du réfectoire est formellement interdite sous peine de punition. Vous devinez, monsieur le ministre, dans quel état sont les hommes qui restent des heures et des heures sous la pluie.

De juillet à novembre 1930 pas un homme n'est passé sous la douche.

A l'atelier Gaynat, quarante condamnés réparent des sacs ayant contenu du charbon ou des pommes de terre.

Imaginez-vous, monsieur le ministre, la poussière mortelle qui se dégage de ces sacs. Aucun aspirateur n'a été prévu pour combattre les poussières.

A l'atelier Coustlet, les hommes doivent fournir une tâche de cinq chaussons par jour ; sur cinquante hommes qui y sont occupés, la moitié n'arrive pas à exécuter la tâche et comme tous doivent fournir cinq chaussons, les hommes moins habiles sont dans l'obligation de céder une part de leur nourriture aux plus actifs qui en échange, consentent à tresser plus vite. A vous de juger, monsieur le ministre.

Les quatre cachots du Cherche-Midi sont toujours occupés et le régime qui y sévit est le suivant : deux morceaux de pain et une gamelle d'eau par jour, une gamelle de soupe chaque quatrième jour. Une unique couverture pour l'hygiène, l'homme couché à même le parquet.

Ce cachot ne peut être aéré, l'air ni la lumière n'y pénètrent jamais.

Le règlement prévoit qu'un homme peut supporter soixante jours de ce régime.

Voici quelques motifs, faciles à vérifier, pour lesquels le cachot est appliqué :

Avoir oublié sa capote dans la cour.

Avoir parlé à l'atelier.

Avoir chanté dans la cellule.

Ne pas avoir observé strictement l'attitude du garde-à-vous.

Inactivité au travail, etc., etc.

Nous vous signalons également que M. Gaynat, concessionnaire de l'atelier de sacs, commande directement les prisonniers et réclame aux gardes des punitions le cachot pour les hommes.

Les parents peuvent apercevoir leurs leurs une fois chaque dimanche et à travers des grilles et pendant un quart d'heure seulement. Dans les prisons civiles, la durée des visites est triple.

Voilà, monsieur le ministre, quelques précisions, vérifiables, sur la vie des soldats condamnés et détenus au Cherche-Midi, nul doute, que vous voudrez obtenir des renseignements plus directs et qu'alors vous saurez prendre les décisions urgentes lui mettront fin à cet état de choses.

Croyez, monsieur le ministre, en nos sentiments humains.

Le Comité des parents et amis des détenus du Cherche-Midi.

Secrétaire : Pierre Odéon, Maison Barret 10, rue de l'Arbalète, Paris (5<sup>e</sup>).

\*\*\*

## Contre le régime du Cherche-Midi

Le Comité d'action contre le Cherche-Midi est constitué. Il se réunira tous les vendredis, à 20 h. 30, Maison Barret, 10, rue de l'Arbalète, Paris (5<sup>e</sup>), Métro : Place-Monge.

Les camarades, au cours de la dernière réunion, ont décidé d'organiser un meeting aux Sociétés Savantes.

Déjà la presse (citons l'Œuvre, le Populaire, le Peuple, le Soir) ont publiés des articles sur la vie imposée aux condamnés du Cherche-Midi.

L'opinion publique imposera au gouvernement militaire de Paris la cessation d'un régime ignominieux. Il s'agit de lutter contre un despotisme qui s'exerce au nom de l'armée et pour sa sauvegarde.

Avec votre aide, camarades, avec un peu de ténacité nous ferons céder les militaires sur de nombreux points.

Adresse du Comité : Secrétaire, Pierre Odéon, 10, rue de l'Arbalète, Paris (5<sup>e</sup>) ; Trésorier, Georges Girardin, 79, rue Cardinal-Lemoine, Paris (5<sup>e</sup>).

## Autour du communisme

## Le communisme dans l'histoire

Le communisme n'est certes pas une idée nouvelle. Déjà Platon (429-347 av. J.-C.), dans son traité *La République*, tout en maintenant l'esclavage, parle d'astreindre hommes et femmes à la même éducation et aux mêmes obligations, et expose en somme une sorte de communisme.

Le célèbre chancelier anglais Thomas More (1478-1535) fait aussi dans son roman politique et social, *Utopie*, l'exposé d'un Etat à tendance communiste.

Un siècle plus tard, le dominicain italien Thomas Campanella (1568-1639), l'un des premiers précurseurs de la méthode expérimentale, ce qui lui valut de passer vingt-sept ans en prison, publia sa *Cité du Soleil*, fondée à la fois sur la théocratie et le communisme.

A son tour, pendant la Révolution française, Babeuf (1760-1797) exposa dans son journal *La Tribune du Peuple*, une doctrine communiste. Après la chute de Robespierre, il essaya même de la réaliser avec la conspiration dite des égaux, mais, découvert, il fut condamné à mort.

Au siècle dernier, Cabet (1788-1856) traça aussi dans son *Voyage en Icarie* un système communiste.

Plusieurs sectes religieuses : albigénoises, vaudoises, anabaptistes, etc., ont de même professé des principes plus ou moins communistes.

Toutes les formes de communisme étaient très autoritaires, ce qui explique les attaques dont elles ont été l'objet de la part de Proudhon, Bakounine et autres écrivains à tendance anarchiste.

Les anarchistes n'ont commencé à se dire communistes qu'avec la première Internationale, tout en précisant bien le caractère foncièrement libertaire de leur communisme.

Par contre, Marx, qui dans son Manifeste dit communiste en 1847, avait condamné toutes les écoles socialistes, vit ses disciples d'Allemagne et d'ailleurs, cesser de se dire communistes pour s'appeler sociaux-démocrates, sans qu'il crût d'ailleurs devoir protester. Et à vrai dire il s'agissait de partis politiques n'ayant plus rien de communiste. Néanmoins Marx reste pour tout le monde le plus grand communiste du XIX<sup>e</sup> siècle.

## Le communisme marxiste

Qu'est-ce donc que le communisme marxiste ? En quoi consiste-t-il. Avons-nous une brochure qui l'expose d'une façon précise ?

Ici pour ne pas être accusé de parti-pris, passons la parole à un marxiste, Arthur Labriola, que nous avons cité plus d'une fois :

C'est triste à constater que la critique du marxisme n'ait jamais cherché à résoudre, peut-être pas même à poser ce problème : en quel sens Marx fut-il communiste et que faut-il entendre par communisme selon la doctrine de Marx ? Remarquons d'abord que Marx n'a jamais parlé de collectivisme. Sorel, qui le seul s'étant livré à la critique du marxisme, a un point de vue vraiment scientifique, écrit très prudemment : « Je me demande dans quelle mesure Marx était sérieusement communiste et dans quelle mesure il était d'accord avec Engels. » Sorel rappelle les fréquentes analogies entre la pensée de Marx et celle de Pecqueur, qui ne fut nullement un communiste ou collectiviste intégral et chez lequel propriété privée et propriété sociale fusionnaient très bien. Il relève aussi les obscurités et les bisarries du Manifeste, où les idéaux possibles des communistes auraient pourtant dû être explicitement énoncés. Tout cela l'amène à croire que Marx ne dut pas être trop d'accord avec Engels au sujet de cette conception du communisme qui en était une gigantesque usine administrée par quelques businessmen, ayant pleins pouvoirs, et maîtres de la production.

Je suis entièrement d'accord avec Sorel et crois même qu'il faut aller plus loin. Une étude sur les idéaux communistes du marxisme me paraît devoir conduire à la conclusion que Marx n'a vu dans le communisme, sinon une organisation sociale ou la production fut dirigée et organisée par les travailleurs seulement, la classe capitaliste ayant entièrement disparu.

Nous renonçons pour notre part à interpréter la pensée de Marx, ne voulant pas nous joindre à ses excès déjà trop nombreux. Reste le fait que même depuis la parution du livre de Labriola, il y a vingt-cinq ans, personne ne s'est trouvé pour nous tracer un tableau positif du communisme marxiste. Pour Labriola, le communisme du Manifeste est un régime social, où le salariat ayant disparu et avec lui l'appropriation du produit du travail d'autrui, la production a lieu pour le compte des travailleurs mêmes, dans l'unique forme des formes contemporaines dans toutes celles qui rendent impossible l'existence parallèle du capital et du salariat.

## Obscurités et précisions.

Il y a dans le Manifeste communiste des affirmations qui peuvent se prêter à différentes interprétations, ainsi celle-ci : Le caractère distinctif du communisme n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.

Bien plus, dans un passage du *Capital*, il est fait une distinction entre propriété privée et propriété individuelle, distinction que nous renonçons à expliquer. Relevons ces deux passages qui nous paraissent les plus essentiels pour ce qui a trait au communisme marxiste : Nous ne voulons en aucune façon abolir cette appropriation personnelle des produits du travail, indispensable à l'entretien et à la production de la vie humaine, cette appropriation ne laissant aucun profit net qui donne du pouvoir sur le travail d'autrui. Ce que nous voulons, c'est supprimer ce triste mode d'appropriation, qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital et ne vit que juste autant que l'argent de la classe régnante.

En effet, l'ouvrier ne peut vivre de son travail qu'aussi longtemps que ce travail accroît le capital du patronat. Autrement, c'est le chômage, les privations et la misère. Le Manifeste répète encore :

Le communisme n'enlève à personne le

pouvoir de s'approprier sa part des produits sociaux, il n'ôte que le pouvoir d'assujettir à l'aide de cette appropriation, le travail d'autrui.

Le communisme de Marx se ramène à une simple négation du mode de production capitaliste et bourgeois, sans affirmer aucun système spécial d'organisation et de production économiques.

## La situation actuelle.

Les anarchistes, moins que tous autres, ne peuvent esquisser un système économique à imposer à tout le monde. Ils se sont pour la plupart ralliés au communisme, après lui avoir donné une interprétation libertaire, cependant que la plupart des socialistes adoptaient le collectivisme ou même le capitalisme d'Etat, qui est d'ailleurs le système prévu par le Manifeste même au lendemain de la Révolution.

La Conquête du Pain de Kropotkine est peut-être l'exposé le plus complet de ce que pourrait être une société communiste. Toutefois, de plus en plus, il paraît fort dangereux pour une révolution, de changer de fond en comble toute l'organisation économique bourgeoise. Ce qu'il faut, c'est d'en reprendre la direction, en y supprimant d'emblée toute exploitation privée, quitte à réaliser ensuite les transformations utiles à mesure des possibilités.

Malatesta a fort bien précisé qu'il ne faut rien détruire avant de le pouvoir remplacer et que la méthode expérimentale, seule, pourra nous révéler les meilleures formes d'agencement économique de la société. L'expérience russe condamne le capitalisme d'Etat ; il impose aux travailleurs des souffrances égales sinon supérieures à celles du capitalisme privé et supprime même les quelques droits et libertés acquis par les révolutions du passé. Et il est particulièrement révoltant de lire la prose de certains messieurs aux gros traitements, leur permettant de s'enrichir en quelques années, qui plaisaient sur le fait qu'il n'y a plus de bonheur sur les épaves en U. R. S. S., et actuellement plus de caviar à Moscou : on réalise, on en fait des devises. En réalité, c'est le pain même qui vient à manquer.

(A suivre).

## Triomphe de la morale

Quel marchand de phrases parlait donc de la mort de la morale bourgeoise.

Jamais celle-ci n'a triomphé avec autant d'insolence.

Contrairement à une opinion reçue, les scandales et les scandales financiers en particulier, sont la plus haute et la plus utile affirmation de cette morale.

Quels sont les grands commandements, sinon inscrits dans les manuels, du moins reconnus et pratiqués par tout ce qu'il y a de gens « malins » et « intelligents ».

1<sup>o</sup> Arrive, gagne beaucoup d'argent. Sinon tu te feras considérer comme un imbécile.

2<sup>o</sup> Ne te fais pas pincer à tricher les règles du jeu dit de l'honorabilité. Sinon tu passeras pour un maladroït qui n'a pas su y faire.

Ces règles du jeu, code et autres, semblent avoir été établies pour constituer une sélection au profit des plus roublards, et les débarrasse des concurrents moins bien doués.

Lorsqu'un monsieur est arrivé à réunir des combinaisons risquées et profitables sans se faire prendre en flagrant délit il passe au rang enviable par tous d'homme très fort ».

Le scandale est l'opération de morale par laquelle les gens honorables représentent le maladroït qui s'est fait pincer et en fortifie d'autant plus leur propre honorabilité.

Pour la gloire de l'honnêteté, ce culte de l'argent flibusté selon les formes, il faut qu'il y ait des scandales. Ce pauvre ministre Tardieu en a été la victime, victime d'ailleurs assez peu intéressante.

Tant qu'il ne s'agissait que de tyrannie, de répression, d'arrestations arbitraires, que de trahison des proscrits réfugiés en France, d'organisation de la misère sous l'étiquette de prospérité, de fusillades et de guillotinades coloniales, tant qu'il ne s'est agi que de ces mêmes vilenies, le gouvernement Tardieu n'a rencontré que la plus bénigne opposition. Mais quelques-uns de ses membres se sont fait surprendre en contravention contre la morale formelle, en complicité flagrante avec cet Oustric qui n'a pas après tout, détreussé ces petits égarés pour lesquels les politiciens ont tant de larmes, que d'une somme bien inférieure à celle dont le fisc dépouille annuellement les producteurs.

Et la morale a triomphé une fois de plus.

A dire vrai, tous ceux-là le savent qui tiennent à le savoir, ni les hommes politiques, ni leurs partis, ni leurs journaux, ni leur propagande et agitation ne s'alimentent exclusivement d'eau fraîche et de dévouement à la cause du pays. Il y faut de l'argent comme il faut des influences politiques et de presse à ceux qui détiennent une puissance financière et qui désirent l'accroître. Tout cela est normal et l'on ne voit guère comment les choses se pourraient passer autrement.

Ces scandales, où sont sacrifiés de trop voyants compromis et sauvegardée la respectabilité indignée de leurs concurrents, quelle splendide manifestation de la morale bourgeoise, basée tout sur le respect de l'argent « correctement », c'est-à-dire impunément acquis !

L'homme qui n'est pas dans la rue.





# à travers le MONDE

## EN ESPAGNE

Que se passe-t-il exactement en Espagne? Les renseignements sont contradictoires. Tout ce que l'on peut penser, c'est qu'un mouvement de révolte se dessine contre le régime actuel.

Nous publions, après le Réveil Ouvrier, l'appel suivant :

## Aux libertaires du Monde

La Révolution gronde en Espagne... La Révolution gronde au pays de l'Inquisition, des Torquemada, des tortionnaires de Montjuich, des curés assassins de Ferrer !

La Révolution gronde autour du repaire fortifié de l'Alphonse XIII, tenancier des casinos-bordels pour aristocrates, de San-Sebastian, de Deauville, de Trouville, et autres lieux mal famés...

La Révolution gronde au pays des peuples miséreux, au pays des quatorze heures de travail, au pays où nul, parmi les travailleurs, n'a jamais mangé à sa faim !

La Révolution gronde sous le beau soleil d'Andalousie, où les petits enfants des ouvriers de la ciudad et des gendarmes paysans del campo, doivent aller tendre la main, en pleurant : « Un centimo, por la gracia de Dios, señor ! », pour ne point mourir de faim ! (d'innation).

La Révolution gronde autour du dernier rempart (avec l'Italie) de la réaction cléricale mondiale, autour des couvents où se prélassent, gras et dodus, des milliers de jénarants mâles et femelles, abrutisseurs et exploiters du peuple espagnol...

De sa réussite dépend, peut-être, son extension à l'Italie, nous évitant une prochaine dernière guerre...

De sa réussite dépend, sans doute, non seulement plus d'air et de liberté pour nos frères castillans et catalans, mais aussi plus de liberté et de bien-être pour toutes les nations qui les avoisinent...

De sa réussite dépend certainement, une nouvelle avancée, vers plus d'indépendance, de tous les peuples de la latinité : européens, centre et sud-américains, actuellement écrasés par l'or sans cœur et sans pitié de la finance anglosaxonne...

La Révolution gronde... Amis de partout, hommes de pensée libre !

(Amigos de todas partes, Hombres de Pensamiento Libre !)

L'heure n'est plus aux casuistiques de chapelles ; l'heure n'est plus aux discussions byzantines des 8 à 10 o'clock ; l'heure est à la lutte entre la liberté et l'esclavage, entre la vérité et le mensonge, entre la faim et la satisfaction des besoins naturels de l'homme : l'heure est, pour des millions de femmes et d'enfants, à la lutte pour la Vie ou la Mort... !

La Révolution gronde...

Et, quoique personnellement tolstoïen de nature, nous estimons qu'il est des heures en la vie des individus et en l'histoire des peuples, où seul le triomphe de la force défensive contre la violence des oppressions coalisées, peut éviter à la pensée libre un recul en les ténèbres du passé, peut lui faire faire un nouveau bond en avant !

En de telles heures, les hommes — dignes de ce nom — de toutes opinions et de tous langages, sentent battre leur cœur à l'unisson des cœurs de ceux qui,

## EN ITALIE

### Manifestations de chômeurs

Les manifestations des chômeurs à Turin et à Milan ont été plus graves qu'on ne le supposait d'abord.

A Turin, le lundi 24 novembre, dans la matinée, des groupes de chômeurs, accompagnés par leurs femmes et leurs enfants, ont assailli deux boulangeries à la barrière Milan. Les manifestations se sont reproduites le mardi et le mercredi matin. La foule des manifestants s'est accrue de jour en jour. Mercredi, elle se montait à plusieurs milliers de personnes. Des cortèges de chômeurs se sont dirigés vers l'Hôtel de Ville, le Palais de la Préfecture et l'ancienne Bourse du Travail, avenue Galileo Ferraris qui est devenue le siège des Syndicats fascistes. Plusieurs chômeurs avaient les poches retournées pour mieux montrer leur misère. Mardi et mercredi, la police est intervenue pour disperser les cortèges, et a procédé à de nombreuses arrestations. Cela n'a pas empêché les chômeurs de renouveler leur protestation. On peut dire qu'il ne se passe presque pas de jour sans qu'il n'y ait des cortèges qui parcourent silencieusement le centre de la ville.

Le Secrétaire fédéral du faisceau de Turin, pour répondre à ces manifestations, a convoqué les étudiants universitaires adhérents aux groupes fascistes et leur a demandé d'aller, armés de gourdin, dans les faubourgs ouvriers pour distribuer aux manifestants quelques bastonnades. Mais les étudiants ont refusé, car ils savaient le danger matériel qui les attendait. Cela démontre que le mécontentement est si sérieux, qu'il est plus fort que la crainte des représailles fascistes. Sur les murs des quartiers de la périphérie ont été affichés de petits tracts disant : « Ou du pain pour nos enfants — ou la tête de Mussolini. » (O pane per i nostri bambini — o la testa di Mussolini).

A la suite de ces événements, les effectifs de la police à Turin et à Milan ont été augmentés et les camions transportant les denrées alimentaires sont escortés par la milice fasciste.

A Quarto d'Asti, la clôture des établissements Niebolo a provoqué des incidents très graves. Un conflit a éclaté entre les chômeurs et la milice. On parle de trois morts et de plusieurs blessés.

Même à Bologne, les chômeurs ont manifesté dans les rues. La police a chargé la foule et a procédé à environ 150 arrestations. Des groupes de « squadrists » ont parcouru les quartiers populaires en provoquant et en menaçant les ouvriers et leurs femmes. Des coups de revolver ont été tirés contre un des chefs de la milice, un certain Bonaccorsi, connu pour avoir commis plusieurs crimes. Celui-ci n'a pas été atteint. La presse fasciste, évidemment, ne souffle mot de tous ces événements.

si éloignés soient-ils, risquent leur vie pour l'abolition de la servitude de tous. Anti-religieux, Socialistes-Libertaires, Anarchistes ! L'heure semble venue, pour vous, d'aider, par tous les moyens dont vous pouvez disposer, vos frères de l'autre côté des Pyrénées...

Anti-autoritaires de tous pays, en hâte :

Entr'aidez-vous !

JORGE MACARENO.

## Le procès des A.C.

Dans la foule un peu confuse des partis qui recherchent l'attention du public il restait encore une place de disponible. C'est des imbécies et des lâches.

Les Anciens Combattants organisés viennent de la prendre sans coup ferir. Je ne pense pas que cette nouvelle victoire ajoutera un fleuron à leur auréole de lauriers. Elle ne garantira pas non plus leur peau ni, hélas ! celle des autres.

Nous voici donc revenus aux beaux jours de 1913. Les mêmes vieilles barbes sont au Gouvernement, la foule est toujours veule, la canaille arrogante et le parti de la guerre plus puissant que jamais.

A l'horizon le ciel se charge d'orages. On parle de guerre prochaine ; on prie l'enfer aux mines bruits. — Poincaré lui-même — comme la « Jeune Captive » de Chénier — ne veut pas mourir encore !

Pendant ce temps que font les Anciens Combattants ? On c'est bien simple ; ils passent à l'ennemi !

Il faut bien le dire et le redire sans jamais se lasser. L'ennemi ce n'est ni l'Allemand, ni l'Italien, ni le Russe c'est seulement le Parti de la guerre, l'Internationale Financière et Industrielle, le clan des fournisseurs, des spéculateurs et des affameurs, l'Equipe de ceux qui poussent et qui ne connaissent jamais.

L'ennemi c'est celui qui lera des fortunes sur les cadavres ; l'ennemi c'est le consortium de tous les grands journaux, l'ennemi enfin c'est l'aspirant dictateur qui n'espère que défaits grandioses afin d'offrir au peuple engourdi ou son épée ou son faux talent.

Voilà de quoi réfléchir ! Les Anciens Combattants, eux, ne réfléchissent jamais. Pendant quatre ans et plus ils n'ont pas réfléchi.

Si dans leurs tombes, les morts de la Grande Dernière se réveillaient ils maudiraient leurs camarades de combat qui ont tout oublié, même de les venger !

Ils pourraient s'écrier du fond de leurs trous : « A bas les traitres, à bas les lâches ! » Nous nous sommes fait massacrer pour rien. Tout est à recommencer ! Ils avaient bien promis, ces fameux combattants, d'imposer la Paix au Monde et de ne plus jamais marcher.

Sorments d'ivrognes ! La grolle des matins d'attaque a obscurci la plupart des cerveaux. La peur et la lâcheté a fini le reste.

Au reste, je m'étonne à tort, il ne saurait être question d'intelligence, de courage et de lucidité. Les A. C. organisés ne sont plus des hommes (l'ont-ils jamais été) ? Ils composent un troupeau vil et honteux, emmené par de mauvais bergers.

Troupeau de basse-cour où de ferme qu'importe, mais je suis certain qu'avant peu, sans crainte et sans vergogne, nos enfants ou nos neveux nous diront à tous propos : « Tu sais bien un tel, il est bête comme un ancien combattant ! »

O. FICHET.

## GRUPE D'ETUDES SOCIALES DU HAVRE

Grande conférence publique et contradictoire

JEUDI 8 JANVIER, à 20 h. 30

Salle des Fêtes, 9, rue Lord-Kitchener

LA GUERRE EST-ELLE PROCHE ?

par L. Chauvey

LA GUERRE DES GAZ

par Loréal

LES CROYANTS DEVANT LA GUERRE

par le Pasteur Bernard

Participation aux frais : 2 francs.

## LA GUERRE DES GAZ

### CONFÉRENCE

par Louis LORÉAL

le samedi 27 décembre, à 20 h. 30

Salle Closier

rue de la République, Argenteuil.

Participation aux frais : 1 fr. 50

# LA VOIX DE PROVINCE

Adresser ce qui concerne la « Voix de Province » à Pierre Lentente, au « Libérateur », 188, boul. de la Villette, Paris (19).

## MONTPELLIER

### CONFÉRENCE

publique et contradictoire

par

G. MICHAUD

sur

## ANARCHISME ET BOLCHEVISME

La répression en Russie

Makno, Ghezzi, Aron Baron, etc.

Sans fièvre, sans passion, sans haine, l'orateur fera un exposé objectif de la répression russe, après avoir analysé les causes de la grande dualité anarcho-bolchéviste.

Le parti bolchevik est invité spécialement à déléguer un de ses orateurs à la contradiction.

Mais, pas d'obstruction, la liberté pour tous.

La réunion aura lieu le lundi 29 décembre, à 20 h. 30, salle du Pavillon Populaire.

La présence de tous les copains est indispensable.

Le Groupe de Montpellier.

\*\*\*

## SAINT-ETIENNE.

### La culture des « Poires »

Des élections vont avoir lieu prochainement sans doute, car le poirisme commence à battre son plein.

Le Bloc républicain-socialiste de la Loire (espèce Soule, ex-maire de Saint-Etienne et sénateur), continue à accumuler mensonges sur mensonges dans son journal « La Tribune ».

Le Bloc républicain-socialiste de la Loire (espèce Durafour, maire de Saint-Etienne et député) continue à se défendre contre le Bloc Soulié par les moyens habituels en pareille circonstance : la démagogie dans son journal « La République ».

Les S.F.I.O. sont handicapés par leur collusion avec les radicaux-socialistes à seule fin de « décrocher » des mandats électifs que seuls ils ne pensent avoir à cause de la division survenue dans les rangs des radicaux-socialistes depuis la dernière lutte Durafour-Soulié dont j'ai déjà parlé et que de par la volonté de Tardieu (dissolution du Conseil municipal) les « poires » ont sanctionnées en donnant la majorité aux Durafouristes, laissant les Souliéristes sur le carreau. Les S.F.I.O. ne purent rallier que 1.500 voix ayant été obligés d'aller seuls à la bataille, prouvant ainsi que la mentalité de ce que l'on peut appeler le « peuple » n'a pas changé. Elle se laisse entraîner, balader au gré du vent... de la politique.

Aussi, réunis sur réunions, tous les agents électoraux et les aspirants candidats s'en donnent-ils à cœur joie et l'on voit fleurir ces vieilles querelles électorales d'autrefois : distributions de marrons, mais agrémentées toutefois des mœurs de la guerre « du Droit et de la Justice » 1914-18, l'usage du contenu retenant en ligne de compte.

La bagarre du cours Victor-Hugo où un S.F.I.O. recruta un coup de couteau de la part des Durafouristes permet aux Socialistes de prendre l'auréole du « martyr » et aux Souliéristes de tomber à bras raccourcis sur les Durafouristes par l'exploitation de ces faits divers.

Le « martyr » Ferdinand Faure, ex-député, prétend que le coup de couteau reçu par un collègue lui était destiné. Examinons ce personnage d'un peu plus près, pour bien démontrer ce que c'est que la politique.

A la suite du Congrès socialiste de Tours où survint la scission, Ferdinand Faure resta à l'extrême gauche et devint socialiste bolcheviste. Pélerin en Russie, il revint anti-bolcheviste et créa le parti communiste tout court. Avec l'aide des radicaux-socialistes il décrocha le mandat de député en adhérant à nouveau aux S.F.I.O. que sa nouvelle entrée scinda en deux tronçons, dont une partie est l'espèce Siaron allié à Durafour au conseil municipal et l'autre l'espèce Ferdinand Faure dont la neutralité dans l'ancien conseil favorisa les Souliéristes, mais pas assez populaire pour les empêcher de mordre la poussière aux dernières élections municipales complémentaires.

Quant aux communistes-bolchevistes avec l'aide de leur « Cri du Peuple » ils pratiquent le Don-Quichotisme attaquant tout le

monde, tout ce qui n'est pas bolcheviste avec les insultes dont ils sont coutumiers en la matière, même passés maîtres pourraient dire. En bon français c'est ce que l'on peut appeler de la bonne... politique.

Amis, lecteurs : réfléchissez.

## Conférences Sébastien Faure

Le mardi 9 décembre notre camarade se fit entendre devant 500 auditeurs choisis, écoutant « religieusement » l'orateur développant : « Est-ce la guerre ». Pas de contradicteur.

Le samedi 13 décembre, même nombre d'auditeurs et peut-être les mêmes personnes. Silencieux auditoire, comme dans la précédente, qui écouta : « La Foi se meurt ». Une question posée par un auditeur : Quelle sera la société libertaire de demain ? Sébastien lui démontra qu'une pareille question ne pouvait pas être développée en quelques minutes mais bien dans une conférence comme celle qu'il venait de faire, qu'il se réservait à y répondre la prochaine fois. Bonnes soirées. — E. SOULIER.

\*\*\*

## TOULOUSE

### Pour Blanco Martinez

Les camarades anarchistes de Toulouse, groupés pour la circonstance en Comité du Droit d'Asile, avaient convié la population toulousaine à assister, vendredi 19, au meeting organisé en faveur du camarade Blanco, toujours détenu à Montpellier, toujours menacé d'extradition.

Les organisations que nous avions conviées à nous apporter leur concours ont spontanément répondu par l'affirmative à notre appel en envoyant chacune d'elles un orateur.

La séance est ouverte à 9 heures et le camarade Nan, président, après une brève allocution, où il dit que de ce tournoi d'échecs, où la première manche a été remportée par nos gouvernants en livrant le malheureux aux bourreaux espagnols, la victoire doit nous rester en leur arrachant Blanco. Il donne ensuite la parole à Cols des Jeunes Socialistes.

Cols vibrant d'enthousiasme et d'énergie, flagelle la classe ouvrière de plus en plus veule, déplorant ne pas la voir plus nombreuse répondre à l'appel de solidarité en faveur d'un des siens, et termine en disant que les Jeunes socialistes de Toulouse oseront toujours « Présenter » lorsqu'il faudra défendre de quelque idée ou parti qu'il se revendique, une victime de l'oligarchie.

Puis c'est le tour de Curval, du parti socialiste, qui déplore que la classe ouvrière croie avoir fait tout son devoir lorsqu'elle porte dans l'urne son bulletin de vote. « Tout reste à faire, dit Curval, et si la classe ouvrière ne met un terme à sa veulerie, c'en sera fait de nos maigres libertés. Blanco est un enfant du peuple, qu'on exige le respect du Droit d'Asile et qu'on le rende au peuple ».

La parole est donnée à Tricheux, du Groupe Anarchiste qui dit que Blanco n'est qu'un parmi des milliers d'autres, qui se considèrent libres ont prétendu faire usage de leurs droits. Hélas ! dans cette société nous n'avons que le droit de penser selon le programme ou celui d'agir comme le troupeau. L'engagement des jeunes à lutter comme faisait Blanco, à braver la contrainte, à donner le plus possible à l'avenir afin que vienne le jour où nous pourrions délivrer tous les Blancs du monde.

Ensuite prend la parole Faure, de la C. G. T., il dit que Blanco était un bon syndicaliste et que c'est le plus élémentaire des devoirs pour le prolétariat français d'épouser sa cause. Nous serons toujours à côté de ceux qui souffrent les injustices pour les défendre. S'il le faut nous descendrons à la rue, nous manifesterons notre colère, comme il sera nécessaire pour qu'on libère Blanco.

C'est Ravary, de la Ligue D. H. qui lui succède ; qui, de sa voix chaude et vibrante, plein d'indignation devant l'arbitraire, nous dit que si malheureusement nous n'avons su, nous n'avons pu sortir Sacco et Vanzetti des griffes de leurs bourreaux, c'est peut-être parce qu'ils étaient trop loins. « Nous n'avons plus la même excuse aujourd'hui, Blanco est en France, il ne dépend que de nous de le rendre à la liberté ».

Il flagelle, et comment ! la L. D. H. qui ardemment défendait jadis l'officier bourgeois accusé de trahison et se désintéresse aujourd'hui de multiples cas d'injustice tout aussi intéressants.

(Suite en 4<sup>e</sup> page.)

## LES LIVRES

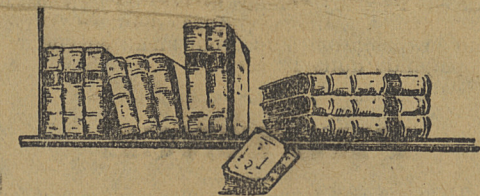
### E. Dieudonné :

## LA VIE DES FORÇATS (1)

Que penseriez-vous d'un homme à qui on aurait fait, durant de longues années, subir toutes sortes d'avaries et qui, une fois hors des griffes de ses ennemis se mettrait à chercher des raisons multiples à encenser ceux qui l'ont fait souffrir ? Vous en concluez peut-être que c'est un tolstoïen.

Mais que diriez-vous si, devant cette tentative de réhabilitation des bourreaux, vous vous rappeliez qu'ils font encore souffrir, qu'ils torturent, qu'ils assassinent même, chaque jour, d'autres victimes qui n'ont eu l'heur d'avoir de grands journalistes pour les tirer d'embarras ? Que diriez-vous de l'homme qui, parce qu'il est maintenant bien abrité contre toute atteinte de la chiourme, écrirait un ouvrage dans lequel il n'aurait que louer et que louer de mépris ou de dédain pour ceux qui partagent avec lui les souffrances, les tortures physiques et morales d'une vie de chien ?

Ah ! je le savais. Lorsque Dieudonné réussit à rentrer en France, que l'ancien militant de Nancy était à jamais perdu pour toute idée émancipatrice, je savais qu'il allait bien sagement se ranger du côté des bourgeois — mais, tout de même de là à présumer qu'il allait devenir suffisamment bourgeois pour se joindre aux mora-



listes officiels et qu'il allait se muer en perroquet de la sacro-sainte « nonnes-été », il y avait, fichtre, une marge ! Las ! un vieux axiome nous apprend que l'habitude est une seconde nature — et puisque nous avons à l'accoutumée de voir l'argent pervertir la majeure partie des consciences — ne nous étonnons donc point de lire sous la plume de Dieudonné un tel livre qui montre mieux que toutes les dissertations philosophiques qu'il suffit de mettre un peu de monnaie dans le gousset de certains hommes pour en faire aussitôt des laudateurs — de la main qui frappe... mais qui arrose !

J'ai lu pas mal d'ouvrages sur le bagne ; Albert Londres, Louis Roubaud nous avaient, ces dernières années, donné les impressions de visiteurs. Avant eux, Liard-Courtois, Mesclon nous avaient fait participer à la vie intime des forçats. J'ai lu des ouvrages qui étaient notoirement inspirés par la « Tentative ». Aucun d'eux ne m'a laissé une telle tristesse navrée. Vraiment, le bagne tue bien. A preuve l'assassinat moral de Dieudonné. Pauvre type qui s'est cru devenu grand homme depuis qu'il eut l'honneur de la vedette à la Porte-Saint-Martin et qui se croit obligé aujourd'hui, parce qu'il est devenu patron ébéniste, 75, faubourg Saint-Antoine, de poser au moraliste pontifiant et béat.

La vie des forçats ? si jamais vous la

connaissiez à la lecture du livre de Dieudonné, vous auriez bien de la veine ; car, en vérité, s'il est question de forçats dans son ouvrage c'est le moins souvent possible — ou, quand il en est question, ce n'est pas pour plaindre les pauvres diables, mais uniquement pour dénoncer leurs tares et leurs vices.

Au vrai, on se serait attendu de la part d'un homme qui, durant dix-sept ans, subit la vie affreuse du bagne, à des cris de colère, à des révélations vengeresses, à des accusations implacables contre cette association des criminels qu'on appelle l'Administration pénitentiaire. Lorsque, par exemple on lit l'ouvrage — pourtant modéré — de Mesclon, on y voit le reflet des souffrances indicibles des pauvres déchets d'humanité à qui toute une tourbe de malfaiteurs fait expier durement le crime de ne pas être nés sous une bonne étoile. Dans le livre de Dieudonné, rien. C'est à croire que les chaoucs ont non seulement broyé l'homme, ventilé le cerveau, mais encore qu'ils l'ont amputé de son cœur.

Certes, quand on a la bonne fortune, après avoir subi une dure épreuve, de se retrouver assis confortablement dans un bon fauteuil de son propre salon patronal, il est humain (et c'est en cela que l'homme se rapproche de la bête) de ne vouloir vivre que dans la quiétude de l'heure présente. Mais lorsque l'on veut raconter la « vie » de ceux qui sont encore sous l'étreinte de la racaille géolère, il le faut raconter sans fard ; sans exagération, certes, mais aussi sans atténuation.

Oh ! nous savons que des meurs hon teuses et navrantes ont forcé de loi parmi les bagnards, nous savons que ce ne sont pas précisément ce que l'on pourrait appeler des spécimens enviables d'humanité, ils ont leurs tares, leurs vices — mais n'y a-t-il vraiment que les bagnards qui sont comme cela ?

Ah ! nous ne tomberons pas dans le travers qui incite certains à encenser les bagnards parce qu'ils souffrent, non ! Mais pour nous, ce sont de lamentables victimes, et parce qu'ils sont des victimes ils nous deviennent, en cela, sympathiques et, en tous les cas, hautement préférables à leurs tortionnaires. Nous savons qu'au bagne les surveillants sont encore plus tarés, plus pourris que ceux qu'ils font souffrir ; nous savons qu'on assassine tous les jours, féroce, lâche, impunément dans l'enfer de la Guyane ; nous savons qu'il ne s'écoule pas une seconde sans que retentisse un cri de souffrance, un appel à la pitié, une exclamation de désespoir — et nous savons que, quel que soit l'acte pour lequel un de ces hommes ait été envoyé là-bas, une seule journée de cet infernal séj y a suffi pour racheter le plus grand crime. Nous savons que tous ne sont que de tristes victimes de la société et que d'autres, qui ont accomplis des méfaits autrement horribles sont couverts de gloire et d'honneurs. Dieudonné savait aussi tout cela avant de devenir auteur-écrivain-bourgeois. La vie patronale semble le lui avoir fait totalement oublier.

Mieux, même : (ou pire) lorsqu'il parle de compagnons ayant réussi à s'évader, il nous gratifie d'une petite calomnie ; témoin ce passage :

Gronfier avait été condamné à sept ans pour fausse-monnaie. A l'époque où les anarchistes en faisaient une panacée universelle, il regretait vraiment de s'être laissé entraîner par les billevesées des propagandistes, alors que ceux-ci vivaient de leur propagande sans courir les risques du bagne.

Nous mettons au défi Dieudonné de nous citer un nom de propagandiste connu qui ait prôné la fausse-monnaie. Mais ça ne fait rien, il faut que l'évadé paie sa dette comme il le peut. Dommage que sa monnaie soit aussi faussée que celle que fabriquait Gronfier !

Pas un mot de colère, pas une seule phrase de réquisitoire contre les assassins de ses anciens compagnons du bagne — au contraire : il leur trouve tout un tas d'excuses, découvre de « bons gardiens », louange le gouverneur Chancel, décerne une auréole de saint à l'aumônier — mais, en revanche, n'a que des sarcasmes, des mots de mépris ou de dégoût impitoyable pour les victimes de ces « bons » gardiens. Ah ! pardon - il y a une catégorie de forçats qui ont sa sympathie : ceux qui ont fait la guerre. Le fait pour eux d'avoir participé à la boucberie et, peut-être d'avoir assassiné officiellement leur confrère cette prérogative. Cela nous rappelle qu'en 1914 il avait demandé à être envoyé au front pour participer au « sauvetage » de la France — ce qui lui avait valu les honneurs d'un article éditorial de Gustave Hervé, — autre cabotin.

Lorsque j'ai refermé le livre de Dieudonné, après avoir lu jusqu'à l'ultime page (car j'attendais toujours un cri du cœur) j'ai été en prises aux nausées, comme lorsqu'on vient de se pencher sur quelque chose de malodorant.

Et je me suis dit : « Voici une mauvaise action ! »

Je ne veux pas être méchant pour Dieudonné, car il a longtemps souffert. Mais, alors, qu'il nous foute la paix, qu'il fabrique ses meubles et qu'il se taise.

Il est toujours désagréable de voir un chien lécher la main qui vient de le frapper.

LOUIS LORÉAL.

LIVRES RECUS. — Ch.-Aug. Bontemps : *Nulisme* (Vivre) ; Denise Le Blond-Zola : *Isaac Babel : Cavalier rouge* (Rieder) ; Bernard Narbonne : *La Goutte d'Or* (Rieder) ; Franz Werfel : *Le coupable c'est la victime* (Rieder). Il en sera rendu compte dans les prochains numéros.

(1) Edition Gallimard (N. R. F.), 1 volume 15 francs.



# L'unité? Oui! Mais avec tous!

Nous publions l'article ci-dessous, qui n'engage que la seule responsabilité de son auteur. Bien entendu, d'autres camarades peuvent ne pas partager, voire même combattre la thèse émise. Les colonnes de cette Tribune syndicale leurs sont ouvertes. A condition, bien entendu, qu'il n'y ait aucune querelle de personne, et que le ton ne dépasse pas celui d'une polémique d'idées. — La Rédaction.

Il n'est pas trop tard pour reparler de ce fameux manifeste « pour l'unité syndicale », qui a soulevé déjà tant de commentaires dans la presse d'extrême-gauche. Il est, du reste, excellent de « voir venir » un peu avant de s'engager dans des commentaires envers une manifestation qui peut être appelée à jouer un grand rôle dans le mouvement syndical de notre pays, si les auteurs savent lui donner la suite méritée.

Nul doute, en effet, que si une sérieuse campagne, tenace et sans arrêt, est menée dans les syndicats appartenant aux diverses centrales, un courant d'unité s'avèrera à la longue assez puissant pour briser toutes les résistances.

Car, qu'on le veuille ou non, il y a, dans cette déclaration, dite des « vingt-deux », un souffle indéniable d'unité.

Certes, en lisant les signatures on ne peut s'empêcher de tiquer assez fortement. Il y a des noms qui, ma foi, n'étaient rien moins que spécialement désignés pour figurer au bas d'un tel manifeste.

Lorsqu'on connaît le rôle primordial joué par Dumoulin de 1919 à 1921 dans les incidents qui amenèrent la première rupture de l'unité confédérale; quand on se rappelle que si la C. G. T. U. est aujourd'hui sous la dépendance absolue du Parti bolcheviste, on ne peut pas oublier que Monatte, Chambelland et autres néo-minoritaires de la U., ont été les artisans de cette mise en tutelle; lorsque l'on sait tout cela et bien d'autres choses encore, on ne peut pas faire moins que de dire qu'on aurait préféré voir d'autres signatures. Mais, enfin, ce qui est fait est fait, et force nous est bien, si nous voulons apprécier ce manifeste, de faire abstraction des personnalités qui l'ont rédigé pour ne plus s'attacher qu'aux idées émises.

On peut, encore, regretter fortement le parti-pris systématique d'ignorer la C. G. T. S. R., qui, qu'on le veuille ou non, compte quand même pour quelque chose. Les promoteurs de cette fameuse réunion au cours de laquelle furent arrêtés définitivement les termes mêmes de la proclamation, auraient dû, s'ils avaient été à ce moment véritablement épris de l'esprit unitaire, convoquer quelques membres de la troisième centrale. Car si l'unité syndicale est désirable, nécessaire même, ce n'est qu'à la condition qu'elle se réalise dans le mouvement syndical en entier (j'entends bien ici par mouvement syndical, celui, seul, qui constituait la C. G. T. avant 1922. Il ne peut être aucunement question du syndicalisme confessionnel ou jaune).

Si l'on veut réellement l'unité syndicale, il faut écarter résolument les questions de personnes, faire table rase des inimitiés, voire même des répugnances que l'on peut éprouver pour tel ou tel individu. Car une unité qui se réaliserait moyennant l'exclusive prononcée contre telle ou telle personnalité ne serait pas une véritable unité puisqu'il y aurait des exclus. Tous ceux qui veulent sincèrement et sans aucune arrière-pensée que se reconstitue le bloc solide des forces ouvrières, tous ceux qui sentent combien la nécessité se fait sentir impérieuse de reconstituer ce bloc au plus vite, tous ceux qui savent les multiples dangers qui menacent la classe ouvrière (guerre, fascisme, chômage), si elle ne sait pas opposer à toutes les forces mauvaises du capitalisme un syndicalisme puissant et fortement uni; tous ceux-là doivent bien se pénétrer de cette idée que l'unité syndicale ne peut se réaliser que si tous ceux qui la veulent, la veulent avec assez de force pour être décidés à aboutir coûte que coûte.

Il faut donc commencer, si l'on veut s'entendre, par ne pas poser de conditions préalables à cette unité.

Si l'esprit véritablement unitaire n'a pas encore de force dans le mouvement ouvrier, c'est justement parce que des deux côtés de ce mouvement on a prétendu réaliser l'unité d'une manière qui la rendrait impossible.

Les uns disaient : « Vous n'avez qu'à revenir à la vieille C. G. T., la porte vous est grande ouverte ! ». Mais il fallait rentrer individuellement — presque la corde au cou. Les autres disaient : « Nous voulons un Congrès commun de nos deux organisations, traitant d'égale à égale », c'est-à-dire que cette unité se serait réalisée de puissance à puissance, de chefs à chefs.

Ce qu'il faut, c'est l'unité par en bas. Les chefs de l'une ou l'autre centrale ont fait assez de bêtises, pour que le moins qu'on leur puisse demander, c'est de nous f... la paix et de nous laisser réparer tranquillement les dommages qu'ils ont causés.

C'est par le syndicat, d'abord, que peut seulement se réaliser l'unité. Quand on aura sans relâche fait ressortir tous les motifs qui imposent la réalisation de l'unité; quand on aura, par une propagande intense, convaincu la majeure partie des syndiqués que cette unité est absolument indispensable, sous peine de grands maux pour la classe ouvrière, l'unité se réalisera toute seule, à la base, dans le syndicat.

Seulement — et je le répète au risque d'être fastidieux — cette unité ne se fera que si aucune condition ne subordonne sa réalisation : ni condition de personnes, ni condition d'amour-propre.

C'est pourquoi je regrette tant que les « vingt-deux » aient voulu, d'une façon

délibérée, éliminer la C. G. T. S. R. de cette unité. Ils auraient dû faire taire leurs rancœurs de sectaires, pour ne plus songer qu'au syndicalisme en péril, et ils auraient dû, par conséquent, ne pas négliger une centrale qui, après tout, est peut-être la seule avec laquelle l'unité doit pouvoir se réaliser facilement, puisqu'elle seule se revendique des principes du syndicalisme révolutionnaire de lutte de classe et d'intransigeante indépendance du mouvement ouvrier vis-à-vis des gouvernements et des partis politiques.

Avec les réserves et les précisions ci-dessus, j'accepte donc, comme étant de bon augure et constituant un geste utile, la déclaration des « vingt-deux ».

L'unité se fera avec tous, ou elle ne sera pas.

Louis RAFFIN.

## C. G. T. S. R.

**SYNDICAT GENERAL DE L'AMEUBLEMENT**  
Les camarades adhérents à notre Syndicat sont priés de passer au plus vite à notre permanence pour se mettre à jour de leur carte confédérale, afin de faciliter le travail du trésorier.

Une assemblée générale aura lieu dans la première quinzaine de janvier. Chaque un prenne bien note.

Le Bureau.

**Chambre Syndicale Autonome des Métallurgistes.** — Les camarades sont avisés que les cartes de 1931 sont dès maintenant à leur disposition au siège.

Permanence tous les samedis, de 3 à 6 heures. Les dimanches matin, de 9 à 12 heures, Bourse du Travail, bureau 21, 5e étage.

## Dans le S. U. B.

**Permanence du dimanche.** — La permanence du dimanche matin, pour les mois de janvier et février, fonctionnera de la façon suivante : 4 janvier, Charbonneau; 11 janvier, Ganin; 18 janvier, Casthelaz; 25 janvier, Desminières; 1er février, Charbonneau; 8 février, Rottier; 15 février, Guy; 23 février, Giraud Victor.

## C. G. T.

**Syndicat des Terrassiers**

Tous les camarades sont avisés que l'assemblée générale aura lieu le dimanche 28 décembre, à 9 heures du matin, salle Bondy, bourse du travail.

A l'ordre du jour figure le renouvellement du conseil syndical. En raison du nombre de candidats à la fonction de secrétaire, le vote aura lieu à bulletin secret.

L'ordre du jour étant très chargé, nous comptons que les camarades seront tous présents à 9 heures précises.

Le secrétaire, Albert Catugier.

A partir du 1er janvier, toutes les correspondances adressées à notre ancien local, rue des Prairies, seront retournées par « la poste » à l'expéditeur.

Prenez donc bien note que tout ce qui concerne « Le Libérateur », la « Fédération Parisienne », notre service de Librairie, le « Comité du Droit d'Asile », etc., doit être adressé au LIBERTAIRE, 186, boulevard de la Villette.

## ŒUVRES DE P. J. PROUDHON

NOUVELLE EDITION  
publiée avec des notes et documents inédits sous la direction de  
MM. C. BOUGLE et H. MOYSSSET

**Systèmes des contradictions économiques ou Philosophie de la misère.** — Introduction et notes de M. Roger Picard, 2 volumes de 400 et 426 pages, avec un portrait ..... 50 fr.

**Idee de la Révolution au XIXe Siècle.** — Introduction et notes de M. Aimé Berthod, 1 volume de 464 pages, illustré d'un portrait ..... 30 fr.

**De la capacité politique des classes ouvrières.** — Introduction et notes de M. Maximilien Leroy, 1 vol. de 424 pages. .... 30 fr.

**Qu'est-ce que la propriété. — Candidature à la pension Suard.** — De la célébration du dimanche. — Introduction et notes de M. Michel Augé-Laribé, 1 volume de 368 p., illustré d'un portrait. .... 30 fr.

**De la création de l'Ordre dans l'Humanité ou Principes d'organisation politique.** — Introduction et notes de MM. C. Bouglé et A. Cuvillier, illustré d'une reproduction de Daumier, 1 vol. de 464 p. .... 30 fr.

**La Guerre et la Paix.** — Recherches sur le principe de la Constitution du Droit des gens. — Introduction et notes de M. Henri Moyssset, 1 vol. de 629 p. .... 40 fr.

**Les Confessions d'un Révolutionnaire** pour servir à l'histoire de la Révolution de Février. — Introduction, appendice et notes de M. Daniel Halévy, 1 volume de 442 pages, illustré d'une reproduction de Victor Adam ..... 40 fr.

En vente à notre Service de Librairie, 186, boulevard de la Villette

## PETITE CORRESPONDANCE

Les copains de Rouen veulent-ils répondre à Lachèvre, 9, rue d'Austerlitz, Le Havre, au sujet d'une entente pour la propagande ?

Les camarades susceptibles de donner l'adresse de Calo Perez, sont priés d'écrire à Priade aux Artus, par Saint-Christol-les-Arles (Gard).

Cossuin, Ruell. — Abonnement termine le 15-5-31.

Jacquet, à Francenville. — Donne-nous ton adresse exacte. — J. Girardin.

Delarue et sa compagnie sont priés de donner leur adresse à Gavet ou Gillet, à Creil, pour communication sérieuse.

(Suite de la troisième page.)

Nan donne la parole à Lapeyre du C. D. A. qui, brillamment, expose le cas Blanco, les affaires d'Espagne, le mouvement syndical, les pistoleros, les assassinats patronaux, les exécutions gouvernementales par la « loi de fuite ». Il dit son regret de voir qu'ici, en France, le peuple se désintéresse de tout; les hommes, les vrais hommes, dit-il, se font de plus en plus rares; nous sommes tous coupables; ce qui n'est pas nous, nous désintéresse, nous avons des frontières dans notre cœur. Le Droit d'Asile que violent nos gouvernants nous ne pourrions le faire respecter que lorsque dans nos poitrines nous donnerons asile à de nobles sentiments. Il est possible qu'en Espagne, dit Lapeyre, soit proclamée la République, je souhaite que ce soit une République vraie ! La chose de tous, et que diriez-vous, citoyens d'ici, lorsque la République Espagnole vous accusera d'avoir livrés à leurs bourreaux, les Pons, les Blanco et les autres ? Epargnez-vous cette honte, réagissez et délivrons notre frère.

La parole est donnée à la contradiction et comme personne ne la demande, on donne lecture du procès-verbal suivant :

Les prolétaires Toulousains, réunis à l'ancienne Faculté des Lettres, le vendredi 19 décembre 1930, sans distinction de Parti et se plaçant au-dessus de toutes préoccupations d'ordre politique, respectueux du Droit d'Asile, protestent avec la plus farouche énergie contre l'extradition dont est menacé le militant syndicaliste Blanco Martinez.

En raison des réactions et de tous les fascismes, ils ne se feront jamais les complices de la répression « bourgeoise », cléricale ou monarchiste ils s'opposent de toutes leurs forces au projet d'assassinat perpétré par le capitalisme espagnol au abois.

S'ils n'ont pu arracher aux bourreaux américains les courageux Sacco et Vanzetti et à l'Espagne Pons Delmer, le camarade de Blanco, ils refusent de livrer aux bourreaux espagnols Blanco Martinez.

Ils demandent au gouvernement français de ne pas endosser une telle responsabilité et se déclarent prêts à lutter sans trêve ni repos, pour le respect de la liberté d'opinion contre les lois scélérates et contre la peine de mort. Exigent la mise en liberté de Blanco Martinez et se séparent aux cris de : « Vive la Liberté pour les victimes de la dictature ! Vive le Droit d'Asile ! A bas toutes les dictatures ! »

On propose alors l'envoi d'un télégramme au Ministère de la Justice, rédigé comme suit et qui est accepté :

Toulouse, 20 décembre 1930.

« Parti socialiste, Jeunes socialistes, Union syndicale, Ligue Droits Homme, Groupe libérateur, Comité Droit d'Asile, mandent libération Blanco Martinez Justicié, ce, Paris ».

Après quoi, la séance est levée.

Un copain.

## Campagne contre la guerre

Devant la difficulté de trouver des salles de café dans les quartiers de Toulouse (on ne s'empresse pas pour les anarchistes), nous n'avons pu, cette semaine, donner de réunion, ce sera donc pour la semaine prochaine. Toutefois, ayant fait imprimer 5.000 manifestes, nous avons profité du dimanche pour en faire environ 3.000. Nous sommes persuadés que cette préparation nous rendra les plus grands services en vue d'une besogne plus efficace que nous nous proposons pour bientôt contre la guerre.

Nous tiendrons nos camarades au courant.

Un copain.

## Chronique de la Banlieue

### ROSNY

Ohé ! Philippe !... Qui connaît Philippe ? cet électricien anarchiste qui en touche. Et il en touche, y a pas à ch... Oui, ce sinistre personnage n'est autre qu'une mouche au service de Chiappe. En tout cas, si vous ne le connaissez pas, y en a un qui le connaît, lui, et ce n'est... devinez ? eh bien ! c'est un communiste.

D'ailleurs il nous l'a affirmé assez fort à la tribune de Rosny, en guise de contradiction sur la guerre des gaz. Il sait que Philippe est un surnom, mais il ignore lequel il cache; son adresse ? Connait pas; son signalement ? rappelle plus ! Et pourtant, il a travaillé longtemps avec lui.

Ainsi, de ses latrines débordantes, le bolchevique, sans cesse déversé sa calomnie. Et ce pauvre troupeau, bétail de demain, avale tout ce qui en sort avec une facilité étonnante.

Oh ! peuple inconscient, pourquoi es-tu toujours prêt à sceller le dernier mail de la chaîne, ainsi qu'à placer le panier sous la lunette, pour recevoir la tête de tes meilleurs défenseurs et attends-tu bêtement pour te révolter, que tes maîtres ne t'envoient que des os à ronger ?

Il faut, réellement, pour ne pas être découragé devant un tel étalage d'horreurs, que nos idées soient fortement établies, nous ne faisons que nous battre, c'est que nous savons que la raison vaincra.

Voici bien longtemps que Rosny n'a pas été remué par les anarchistes et pour un début, nous n'avons pas à nous plaindre. Notre première conférence dans cette localité fut non seulement fertile en contradicteurs, mais surtout en obstructions. Obstruction qui se manifesta dès les premières paroles de Lora qui pourtant ne s'attaqua pas encore au dieu communiste. Au milieu de ces hurlements de fauves, Lora réussit à se faire entendre et termina, envers et contre tous, ainsi qu'il l'avait annoncé, son exposé.

On sait comment Lora « paya » pour ses idées, aussi l'on comprend facilement devant les obstructions et les balivernes telles que : « Vendu à Chiappe, qu'as-tu fait pendant la guerre ? » et ces mots de Lora : « Il est une insulte que je ne saurais entendre une seconde fois ! Je suis venu ici faire une conférence contre la guerre des gaz et lera tout mon possible pour y réussir. Mais, si toutefois j'est un match de boxe que vous cherchez, je suis prêt ! Que celui qui prononce de telles calomnies, vienne ici, seul à seul, et je promet de lui faire rengorger ses ordures ! »

Alors, devant la trigue par eux cherchée, et tant désirée, le silence régna. Comme j'ai dit plus haut, Lora, malgré la tentative de sabotage des communistes put terminer. Et les objections d'inconscience furent mises en demeure de venir s'expliquer à la tribune.

C'est d'abord le premier qui nous parla de ce mystérieux Philippe (Ah ! bon dieu de Philippe, on en parlera longtemps) et qui nous déroula le disque habituel et classique des anarcho-bolchevistes. Ecoutez bien : « Je remarque, dit le contradicteur, que les anarchistes ne s'attaquent jamais au régime bourgeois, mais au contraire, toujours au régime communiste ». Et puis c'est l'histoire du seul parti qui défend la classe ouvrière, ce sont les avantages du peuple russe sur

## COMMISSION ADMINISTRATIVE Réunion, lundi soir, à 20 h. 30, au « Libérateur ».

\*\*\*

C. A. DE L'U. A. C. R. du 22 décembre 1930

Excusés : Lora, Durand.

La C. A., après avoir pris connaissance des circulaires adressées aux groupes de province par la minorité, ne peut que féliciter la Fédération Parisienne pour la position qu'elle a prise à la dernière assemblée générale.

Nous publierons prochainement quelques passages du dernier bulletin de la minorité. Les compagnons anarchistes verront quels procédés répugnants sont employés par ceux qui se prétendaient anarchistes.

La C. A. enregistre l'adhésion du Groupe Ouvrier Anarchiste de Liège.

Elle prend connaissance de la réponse du Comité de Défense Sociale, concernant son délégué à l'Entr'aide, Bidault. Des précisions seront envoyées au C. D. S. Leguerne et Mualès représenteront l'U. A. C. R. au sein de la délégation, qui devra se rendre à l'ambassade des Soviets : affaire Ghezzi.

Notre camarade Ruff, dit Epsilon, faisant la grève de la faim, par solidarité, avec les détenus communistes de la Santé, la C. A. se solidarise avec lui et proteste contre cette atteinte au droit des détenus politiques, qui avait été respecté, même par les gouvernants les plus réactionnaires.

Pour la C. A.

Pierre Lentene.

Nota. — La C. A. invite les camarades des groupes n'appartenant pas à l'U. A. C. R., à passer régulièrement HAQUE SEMAINE, pour prendre correspondance et colis.

## PARIS-BANLIEUE

**Fédération Parisienne. — Comité d'Initiative.** — Samedi 27 décembre, à 20 h. 30, salle Chapotot, 5, rue du Château-d'Eau, réunion du C. I. de la Fédération. Tous les Groupes sont invités à se faire représenter.

Le Secrétaire: Hermann.

P.-S. — Adresser tout ce qui concerne la Fédération de la région parisienne à Ernest Hermann, au « Libérateur », 186, boul. de la Villette, Paris (19e).

**Groupe des 5e, 6e, 13e et 14e Arrondissements.** — Samedi 27 décembre, à 20 h. 30, réunion 10, rue de l'Arbalète, Paris (5e), Métro : Monge.

Causerie par le camarade Pierre Odéon. Amis, lecteurs du « Libérateur » de nos arrondissements, venez à notre réunion.

**Groupe des 11e et 12e Arrondissements.** — Mardi 30 janvier, à 20 h. 30, réunion au local habituel de tous les camarades. Compte rendu financier. Questions diverses. Urgent.

**Groupe des 19e et 20e Arrondissements.** — Réunion du Groupe le mardi 29 décembre, à 21 heures, au restaurant de la Solidarité, 19, rue de Meaux.

Les lecteurs du « Libérateur » et sympathisants sont cordialement invités.

**Argenteuil.** — Les camarades détenteurs de billets du Noël Rouge sont priés de régler le plus tôt possible, ou de rapporter les invendus. S'adresser au concierge, Maison du Peuple.

**Groupe Régional de Bezons.** — Réunion du Groupe le samedi 3 janvier, café de l'Abbaye, à Carrières-sur-Seine. Les lecteurs du « Libérateur » et sympathisants sont cordialement invités.

**Groupe de Vincennes, Fontenay et Montreuil.** — Le groupe de réunissant tous les deuxième et quatrième vendredis de chaque mois, la prochaine réunion aura lieu le vendredi 28, à 21 heures, au 11, de la rue des Laitières, à Vincennes. A cette même adresse, tous les dimanches matin, de 10 à 12 heures, la bibliothèque du groupe est ouverte et mise à la disposition de toute personne désirant s'instruire.

**Région de Pontoise.** — Les camarades libérateurs et sympathisants de la région de Pontoise, Auvers-s-Oise et Saint-Ouen-l'Aumône sont priés de se mettre en correspondance avec le camarade Gaillard, 6, rue Schmidt, à Auvers-sur-Oise (Seine-et-Oise), pour la formation d'un groupement en vue de propagande dans la région.

## PROVINCE

**Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans.** — En raison du grave accident survenu à notre camarade R. Colin, tout ce qui concerne le Groupe d'Etudes Sociales doit être adressé à Charles Cathelat, 15, rue du Pressoir-Neuf, Orléans.

**Groupe Anarchiste-Communiste de Saint-Etienne.** — Permanence tous les jeudis, salle 20, Bourse du Travail. Inscription des adhérents. Versements de la cotisation mensuelle 5 francs.

les autres nations : « La femme vote en Russie (quel drôle d'avantage); « Tout le monde mange en Russie (?) » (quel idéal !); « Le gouvernement est constamment révoqué en Russie ! » (oui, mais par qui ?). Et puis, « Combien avez-vous d'anarchistes en prison ? ».

Ecoutez encore de la part d'un autre contradicteur, comme c'est drôle : « Vous voulez former un syndicat libre et révolutionnaire entre tous les travailleurs, dites-vous, Lora, alors avec les Renaudel, les Boncour ! »

Cette fois le ridicule passe les bornes et Lora prend une crise de fou-rire. Ah ! non, non, s'écrie-t-il, ça ne va plus, j'ai parlé des travailleurs et n'ai pas plus envie de classer dans cette catégorie, les Renaudel ou Cachin, que les Boncour ou autres de cette espèce.

A cette objection de notre camarade, qui, à la prochaine dernière entre la Russie et d'autres nations, le travailleur en prendra plein son nez, d'un côté comme de l'autre, on put entendre avec quelle inconscience et ensemble, ces mots faillirent des poitrines communistes : « Tant pis pour ceux qui n'auront pas compris leur devoir de classe ! » C'est éditant.

Je n'insiste pas plus longtemps sur une contradiction aussi fournie en paroles que pauvre en arguments. Lora, mit les moscovitaires au pied du mur et ils n'eurent même pas le courage d'attendre la fin.

Pour le groupe: A. Chagot.

Rouen. — Les camarades trouveront le « Libérateur » chez Lefèvre, libraire, 60, rue St-Sever et aux permanences suivantes : 1, rue du Hallage, près la Bourse du Travail; 1, rue Pavée à Saint-Sever, à la « Famille Laborieuse » : 268, rue de F. ris, à Sotteville ex 41, rue Jacquart, à Petit-Quevilly.

Pour tous renseignements concernant la questions anarchiste écrire à Métal, 1, rue du Hallage, Rouen (Seine-Inférieure).

**Groupe Anarchiste-Communiste de Toulouse.** — Le Groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

**Groupe d'Achats en Commun.** — Les camarades qui ont pris des actions en faveur de la Coopérative sont priés d'être tous présents le samedi 3 janvier 1931, afin de nous entendre pour liquider la situation.

**Librairie.** — Une librairie volante se tient tous les dimanches matin, rue Saint-Bernard, angle boulevard de Strasbourg

## Communications Diverses

**Groupe Anarchiste-Communiste des 17e et 18e Arrondissements.** — Réunion mardi 23 décembre, à 20 h. 30, 43, rue Dumesnil.

**Groupe d'action anarchiste de Marseille** Dimanche 28 décembre, à 14 heures précises, au bar Provence, 2, cours Lieutaud, causerie par « Le Pin », de l'enseignement, sur un sujet pédagogique.

Il est rappelé que les conférences S. Faure auront lieu, à Marseille, les 4, 18, 25 janvier et 1er février.

Douze équipes d'afficheurs sont nécessaires pour que le groupe bénéficie des sommes prévues pour l'affichage, il est fait appel aux bonnes volontés; prière de s'inscrire au secrétariat.

En raison des fêtes, la réunion du jeudi 25 est reportée au dimanche 28 à 14 heures, lors de la causerie de Le Pin.

Invitation cordiale à tous.

**Groupe Espérantiste Ouvrier de la Région Parisienne.** — Lundi 29 décembre, à 20 h. 30, Bourse du Travail (Annexe) 20, rue du Boulol.

Parolado de Kdo Berkovich. Pri : Naturalismo.

### Causeries populaires

Ce soir, vendredi 26 décembre, à 20 h. 45, salle du Dahila Bleu, 77, rue d'Angoulême (métro Couronnes), causerie par M. Brunier sur : « La Guerre et la Patrie ». 2 janvier, pas de réunion. Vendredi 9 janvier : « Le mouvement ouvrier, ses origines et son développement », par M. Schumann, de la Ligue Internationale contre l'Antisémitisme.

**Les Amis de l'E. A.** tiendront leur réunion de janvier le vendredi 16, à 21 heures, au « Dahila Blanc », 77, rue d'Angoulême, Métro : Couronnes », en commun avec les Causeries Populaires. Conférence sur le Spiritisme par H. Regnaud.

Après cette réunion, sera fixée la date de tirage de la tombola et seront publiés les souscriptions reçues depuis septembre, par le groupe parisien des Amis de l'Encyclopédie Anarchiste.

Le poète chansonnier Maurice Hallé procède actuellement au tirage d'une nouvelle édition de son volume de chansons et poésies beauceronnes : *Par la Grand'route et les Chemins creux*, augmentée de vingt œuvres inédites et d'une préface d'Edmond Rocher. Bulletins de souscription chez l'auteur, 23, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris 13e.

## COMITÉ DE L'ENTR'AIDE

La fête s'est tenue le 21 décembre dans la salle de l'Union des Syndicats Confédérés; un magnifique programme, un public assez nombreux ont permis quelques bénéfices qui seront portés au prochain compte rendu financier.

Nous tenons à remercier les organisations, les militants et les artistes qui nous ont aidés.

Les camarades qui ont encore des cartes de la fête sont priés d'en faire le retour avant la fin de l'année.

La réunion du Comité de l'Entr'Aide aura lieu le vendredi 9 janvier à 21 heures, salle des Commissions, 1er étage, Bourse du Travail; la réunion de la Commission de contrôle aura lieu mêmes jour et lieu à 20 h. 30.

Pour les fonds, sur le chèque postal : Charbonneau Lucien, 22, rue des Roses, XVIIIe, compte 653-87, Paris.

## Comité du Droit d'asile

### Troisième liste

Crouton, Agen, 5 fr.; Muren, Agen, 5 fr.; R. Fougère, 5 fr.; Un copain espagnol, 5 fr.; Serru, 5 fr.; Puzos, 5 fr.; Ida, 5 fr.; Groupe du 18e Arrondissement, 50 fr.; Liste And, Dunkerque, 32 fr.; Un copain de Maubeuge, 50 fr.; Desir A., Tourcoing, 30 fr.; Fête des « Amis du « Libérateur », 205 fr.; R. Mouret, pianiste, 25 fr.; Siste Saguepey, Oran, 207 francs; Liste A. Cavezasio, Audincourt, 130 francs; Borelli, Marseille, 50 fr.; X..., 5 fr.; Liste Dupre, La Terrasse, 73 fr.; Liste Morel: More